

Edito | L'Aquitaine en pointe pour contribuer à une nouvelle politique de santé

L'Aquitaine région pionnière en matière de santé publique ? La question paraîtra quelque peu saugrenue lorsque l'on sait que depuis la loi de décentralisation de 2004 les Conseils régionaux ne disposent que d'une compétence limitée en ce domaine, se bornant à élaborer un schéma des formations sanitaires et sociales. Pour autant, au moment où le pouvoir jette les bases d'une nouvelle loi de décentralisation, ce fameux acte 3 dont on commence à beaucoup débattre ici et là, comment ignorer que le contexte économique et social a tellement changé, mettant à mal l'organisation du système de santé de notre pays, dont les déficits vont croissants. Les Régions à côté de l'Etat peuvent donc devenir, comme c'est le cas dans la plupart des pays européens, le cadre d'une politique de santé innovante et plus économe. Et ceci, au moment où la pauvreté atteint de plus en plus de citoyens, jeunes notamment et où la carte des soins possibles contraint le gouvernement à prendre des décisions urgentes pour lutter contre la désertification médicale.

Ce constat ne donne que plus de relief à la journée qui vient de se tenir ce 12 décembre au Conseil régional, en présence des professionnels de santé et du social, avec la participation de la vice-ministre de la santé d'Euskadi, Olga Rivera Hernaez, venue témoigner de la réforme mise en œuvre au Pays basque espagnol.

L'Aquitaine a pris, de son côté, l'initiative d'une étude prospective, en avril dernier, dont les conclusions ne font que souligner l'urgence d'une nouvelle politique de santé, d'une stratégie véritable dans laquelle les soins primaires, les solutions de proximité et le retour de l'hôpital à ses missions premières pour traiter les affections aiguës, les pathologies lourdes, seraient les points forts. Dans cette nouvelle donne les Régions tiendraient le rôle éminent de définition et de coordination en liaison avec l'Agence Régionale de Santé, et l'ensemble des collectivités.

L'opportunité d'une nouvelle politique ressort pleinement de l'étude pilotée par Roland Michel qui a tiré les conclusions d'entretiens réalisés auprès des acteurs les plus compétents dans l'hexagone. Des trois scénarii alternatifs étudiés - continuité, transformation, rupture - celui dit de transformation s'impose si l'on veut, à la fois combattre la montée des inégalités de santé, souvent très grandes d'un territoire à l'autre, trouver des réponses à la prise en charge défaillante des maladies chroniques en allégeant les tâches de l'hôpital.

La preuve a été faite au Pays basque espagnol depuis trois ans que l'on peut, à la fois améliorer la qualité des soins et abaisser les coûts de santé, plutôt que de tenter de financer, en vain, des dépenses que l'Assurance maladie ne sait plus comment assumer, autrement que par les déremboursements, d'ailleurs sans grand résultat final, sauf à accroître le nombre de gens qui renoncent à se soigner. C'est donc bien l'offre médicale et son organisation qu'il faut revoir, en particulier le regroupement des professionnels du sanitaire et du social, dans le but d'améliorer les soins primaires et de le faire dans la proximité. Déjà, on voit les réussites liées à des solutions mises en œuvre par les départements par le maintien à domicile et les soins de suite.

Les tenants de ces évolutions ont trouvé dans les propos de François Hollande au congrès de la mutualité, en octobre, des raisons d'espérer ; une loi de santé publique est annoncée pour 2013. Le chantier est ouvert et, pour changer de cap, il ne fait pas de doute que le cadre régional semble pertinent. Sera-t-il retenu ? En tout cas une nouvelle donne, un véritable New Deal s'impose si l'on veut sortir d'une politique au fil de l'eau qui ne s'attaque à aucun des défis auxquels la société française doit faire face si elle veut faire évoluer son modèle de protection sociale à bout de souffle.

Lire le rapport sur le [site du Conseil Régional d'Aquitaine](#)

SOUHAIT DE REDACTEUR EN CHEF : Prenez s'il vous plaît, vous qui venez à la rencontre d'aqui.fr, cinq minutes pour répondre au questionnaire "[En quête d'opinions](#)" que vous trouverez sur le site; vos réponses nous aideront à mieux être en phase avec nos lecteurs.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur [aqui.fr](#) le 16/12/2012

[Url de cet article](#)

